



La Banque Scotia continue d'afficher un rendement positif et enregistre une croissance du dividende

Chiffres clés du deuxième trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Bénéfice par action (dilué) de 0,89 \$, une hausse de 10 % par rapport à 0,81 \$
- Revenu net de 894 millions de dollars, une progression de 8 % par rapport à 826 millions de dollars
- Rendement des capitaux propres de 23,2 %, une augmentation par rapport à 22,3 %

Le dividende trimestriel s'est établi à 0,39 \$, en hausse de 0,03 \$ par action ordinaire

T2/2006

Toronto, le 29 mai 2006 – Grâce à la croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité et au maintien des pertes sur prêts à un niveau très bas, la Banque Scotia affiche des résultats record au deuxième trimestre 2006, le revenu net ayant augmenté de 68 millions de dollars pour s'établir à 894 millions de dollars, soit une hausse de 8 % par rapport à la même période au dernier exercice.

Le bénéfice par action (dilué) a connu une croissance de 10 %, passant de 0,81 \$ où il se situait au même trimestre l'an passé à 0,89 \$. Le rendement des capitaux propres affiche quant à lui un solide 23,2 %. Le trimestre a également été marqué par la conclusion, au Canada et à l'étranger, d'un certain nombre d'acquisitions, lesquelles font partie de la stratégie globale de la Banque pour accroître le bénéfice net futur.

«Nos trois plateformes de croissance ont toutes contribué à la solide augmentation de notre bénéfice net d'un exercice sur l'autre. L'actif de la Banque a enregistré sa meilleure croissance depuis plusieurs années, soit une augmentation de 14 % depuis le début de l'exercice, répartie entre un certain nombre de secteurs clés et de produits, a dit Rick Waugh, président et chef de la direction. Notre division Opérations internationales a maintenu son rythme de croissance dynamique affichant une hausse de revenu considérable de 44 % d'une année sur l'autre. Quant à Scotia Capitaux, elle s'est également démarquée, obtenant des résultats exceptionnels, soit un rendement des capitaux propres record de 35 %. Ces deux secteurs d'activité ont fait la démonstration de leur capacité d'enregistrer des gains malgré les conséquences néfastes de la conversion des devises.

«Dans le secteur du Réseau canadien, on a assisté à une hausse considérable des volumes, notamment dans les prêts hypothécaires résidentiels, les produits de crédit et les dépôts de particuliers et d'entreprises, de même que de solides rendements dans notre secteur de la gestion de patrimoine. Grâce à la croissance qu'ont connue nos canaux de distribution parallèles et à nos acquisitions, nous nous classons maintenant au troisième rang pour la part de marché dans le crédit hypothécaire et les dépôts de particuliers au Canada.

«Partout au Canada, aux États-Unis et dans les régions où la Banque est très présente, notamment en Amérique latine, dans les Antilles et en Amérique centrale, les conditions de crédit favorables se sont maintenues.

«La Banque continue de gérer prudemment son capital en effectuant des placements stratégiques visant la croissance durable du revenu tout en travaillant sans relâche à l'amélioration du rendement aux actionnaires au moyen de l'augmentation de leur dividende trimestriel. La conclusion des acquisitions au Pérou et des acquisitions des activités hypothécaires du Maple Financial Group et des activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce au cours du deuxième trimestre met en évidence notre stratégie de recherche d'occasions de croissance dans l'ensemble de nos secteurs d'activité.

«Nous sommes satisfaits de notre rendement au cours du premier semestre et demeurons convaincus que nous atteindrons nos objectifs de rendement clés en 2006.»

Résultats cumulatifs par rapport à certains objectifs financiers et d'exploitation pour 2006 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) entre 18 et 22 %. Pour les six premiers mois, la Banque Scotia a obtenu un RCP de 22,3 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action (dilué) de 5 à 10 %. La croissance d'une année sur l'autre du bénéfice par action (dilué) a été de 9,5 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité de moins de 58 %. La performance de la Banque Scotia a été de 55,2 % pour les six premiers mois de 2006.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 10,2 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide selon les normes canadiennes et internationales.

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
<i>(non vérifié)</i>					
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	1 644	1 605	1 552	3 249	3 055
Revenu total (BMEF ¹⁾)	2 830	2 830	2 688	5 660	5 302
Provision pour créances irrécouvrables	35	75	35	110	109
Frais autres que d'intérêts	1 565	1 562	1 490	3 127	2 947
Provision pour impôts sur le revenu (BMEF ¹⁾)	313	321	320	634	598
Revenu net	894	852	826	1 746	1 614
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	887	844	822	1 731	1 606
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,90	0,85	0,82	1,75	1,60
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,89	0,84	0,81	1,73	1,58
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	23,2	21,6	22,3	22,3	21,6
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	55,3	55,2	55,4	55,2	55,6
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	1,97	1,97	2,07	1,97	2,04
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et valeurs mobilières	113 842	101 953	93 439		
Prêts et acceptations	214 445	200 752	192 776		
Total de l'actif	356 979	324 951	309 090		
Dépôts	247 648	227 547	214 782		
Actions privilégiées	600	600	600		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	15 814	15 596	15 344		
Biens sous administration	188 508	174 110	162 962		
Biens sous gestion	26 936	26 185	23 354		
Mesures du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,2	10,8	11,4		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	11,9	12,8	13,4		
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif pondéré en fonction du risque ²⁾ <i>(en pourcentage)</i>	8,6	9,0	9,5		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	180 112	168 948	160 057		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux ³⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	579	659	666		
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 330	1 330	1 375		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ³⁾	0,27	0,33	0,35		
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (sur une année)	0,07	0,15	0,07	0,11	0,12
Données sur les actions ordinaires					
Par action <i>(en dollars)</i>					
Haut	48,67	49,80	41,37	49,80	41,37
Bas	45,03	42,89	38,63	42,89	36,41
Clôture	46,52	46,25	39,99		
Actions en circulation <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	988	989	996	989	1 001
Moyenne (diluée)	1 001	1 002	1 011	1 002	1 016
Fin de la période	988	988	994		
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,36	0,36	0,32	0,72	0,64
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,1	3,1	3,2	3,1	3,3
Ratio de distribution ⁴⁾ <i>(en pourcentage)</i>	40,1	42,2	38,7	41,1	39,9
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>					
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	16,01	15,78	15,44		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,9	2,9	2,6		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,9	14,2	13,2		
Autres données					
Employés	51 503	47 166	44 094		
Succursales et bureaux	2 132	1 968	1 871		

Certains chiffres présentés à titre de comparaison dans ce rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2 et 3 de la page 13.

2) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

3) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour créances irrécouvrables.

4) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Stratégies de réussite

Au cours du deuxième trimestre, la Banque Scotia a progressé de façon satisfaisante vers l'atteinte de ses objectifs pour l'exercice 2006 en menant à bien ses stratégies de réponse aux besoins de tous ses partenaires.

Chacun de nos principaux secteurs d'activité – Réseau canadien, Opérations internationales, Scotia Capitaux – continue de se concentrer sur trois grandes priorités : la croissance durable du revenu, les acquisitions stratégiques et la gestion et la répartition efficace du capital.

La croissance durable du revenu s'obtient par la conservation de la clientèle actuelle et l'élargissement de nos relations avec elle ainsi que par l'acquisition de nouveaux clients au moyen de l'investissement dans de nouvelles ressources, technologies et initiatives de marketing et par l'augmentation de notre distribution. Dans cette optique, nous avons établi, au cours de l'exercice précédent, plus de 260 succursales et bureaux, soit une augmentation de 14 % résultant d'une combinaison d'ouvertures et d'acquisitions. D'ici la fin de 2007, nous prévoyons doter le réseau canadien de 50 nouvelles succursales, en établir plus de 100 au Mexique et en ouvrir jusqu'à 50 nouvelles dans le reste de notre réseau international.

Nous étendons également nos services à notre clientèle des entreprises à l'échelle mondiale grâce à notre nouvelle unité Transactions bancaires mondiales (TBM). En avril, TBM a lancé son compte de placement de gros ainsi qu'un programme de cartes commerciales à l'intention de la clientèle de Scotia Capitaux aux États-Unis, au Canada et au Mexique. D'autres produits seront lancés au cours de la prochaine année.

Au cours du trimestre, l'organisme de réglementation des valeurs mobilières de Chine a accordé à la Banque Scotia le statut d'investisseur institutionnel étranger qualifié (IIEQ). Cela lui permettra de négocier des actions ainsi que des obligations du Trésor, des obligations de sociétés et des obligations commerciales en monnaie locale sur les bourses chinoises à titre de contrepartiste et pour les clients.

Nous continuons d'utiliser efficacement notre capital en effectuant des acquisitions. Au Canada, nous avons acquis les activités de crédit hypothécaire de

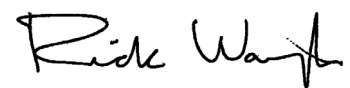
Maple Financial Group Inc. afin de tirer parti de notre position de fournisseur de premier plan de financement hypothécaire. Cette acquisition améliore notre position sur le marché hypothécaire national, nous faisant passer du quatrième au troisième rang, et elle doublera le nombre de prêts hypothécaires que nous pourrions acquérir par l'intermédiaire de notre canal de courtage.

En République dominicaine, nous avons étendu nos activités avec l'annonce de l'achat des activités bancaires de détail de Citibank, lesquelles englobent plusieurs succursales, prêts personnels, dépôts, de même qu'un important portefeuille de cartes de crédit, dont une carte comarquée avec American Airlines.

Nous avons également mené à bonne fin l'achat de deux banques au Pérou dans le cadre de notre stratégie de croissance internationale, investissant un total de 390 millions de dollars, comme il a été annoncé au premier trimestre. Nous entreprendrons maintenant le processus de fusion des banques, établissant ainsi fermement la Banque Scotia sur le marché péruvien, à titre de troisième plus importante banque du pays.

La responsabilité sociale des entreprises et l'engagement dans les communautés dans lesquelles elle exerce des activités revêtent une très grande importance pour la Banque Scotia. Par exemple, dans le cadre de notre assemblée annuelle, qui s'est tenue à Winnipeg au mois de mars, nous étions fiers de présenter un don aux deux plus importantes institutions culturelles de la ville – le Winnipeg Symphony Orchestra et le Royal Winnipeg Ballet – en vue de soutenir les activités à venir, la programmation et les événements spéciaux.

Nous sommes fiers de nos réalisations jusqu'à maintenant en 2006 et nous demeurons convaincus que la Banque Scotia est en très bonne position pour obtenir d'excellents résultats jusqu'à la fin de l'exercice.



Rick Waugh

Président et chef de la direction

Objectifs 2006 – Indicateur de performance global

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 18 à 22 %
- Croissance du bénéfice par action (dilué) de 5 à 10 %
- Valeur à long terme pour les actionnaires par l'augmentation du dividende et l'appréciation du cours de l'action

Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Accroissement de la part de marché dans les marchés primaires

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Notation solide
- Meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de procédés de conformité
- Solides coefficients de capital

Ressources humaines

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Diversité accrue de l'effectif
- Engagement à l'égard de la responsabilité sociale de l'entreprise et solide engagement communautaire

Réseau canadien

- Le 31 mars, la Banque Scotia a acquis les activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group Inc., notamment la Compagnie Maple Trust, un chef de file en crédit hypothécaire au Canada. La transaction améliore le classement de la Banque Scotia, qui passe du 4^e au 3^e rang dans le marché hypothécaire canadien global, doublant la soumission de prêts hypothécaires par l'intermédiaire du canal de courtage hypothécaire qui connaît une très forte croissance; la transaction représente également d'excellentes occasions de croissance de notre clientèle et de ventes parallèles. Maple Trust, qui gère un portefeuille hypothécaire de 7,9 milliards de dollars, est à l'origine de près de 3 milliards de dollars de financement hypothécaire en 2005 et détient plus de 42 000 prêts hypothécaires en cours.
- Les efforts que nous déployons pour répondre aux besoins des clients en matière d'épargne et de placement continuent de porter fruit :
 - Notre part de marché de dépôt de détail a augmenté de 26 points de base durant le trimestre pour atteindre 10,5 %. Pour l'exercice en cours, nous avons obtenu 34 points de base, le meilleur résultat du secteur.
 - L'actif des Fonds Sélection Scotia® a dépassé un milliard de dollars au mois de mars, une étape marquante, étant donné que la croissance de nos ventes se poursuit dans le cadre de nos solutions fonds de fonds à long terme.
 - Les Fonds Scotia Vision demeurent dans le peloton de tête de l'industrie pour l'actif total des fonds de cycle de vie, lequel s'établit à 289 millions de dollars. Les Fonds Vision ont été présentés dans nombre d'articles publiés par d'importants médias et par l'industrie, qui mettaient l'accent sur la position de chef de file du fonds dans l'industrie et sur le fait qu'il est le premier fonds de cycle de vie offert par une banque.
- Au deuxième trimestre, la Banque Scotia a lancé un nouveau Système de crédit à terme (SCT), qui consiste en une plateforme Web en temps réel. Le SCT permettra à la Banque de mettre plus rapidement de nouveaux produits hypothécaires sur le marché et améliorera le service à la clientèle au moyen d'un traitement en continu plus efficace.

Opérations internationales

- En avril, la Banque Scotia a annoncé qu'elle acquerrait les activités bancaires de détail de Citigroup Inc. en République dominicaine. L'achat englobe trois succursales, des prêts à la consommation et un portefeuille de cartes de crédit. La transaction doit être approuvée par les organismes de réglementation et la conclusion devrait avoir lieu au cours du troisième trimestre.
- Scotiabank Mexico a continué à prendre des mesures stratégiques pour élargir son portefeuille de prêts, notamment en annonçant l'acquisition d'un portefeuille de prêts-auto de 3,1 milliards de pesos mexicains, laquelle acquisition est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation.
- Scotiabank Bahamas a célébré son 50^e anniversaire le 20 février. C'est en effet ce jour-là, en 1956, qu'elle a commencé à exercer ses activités dans une seule succursale. Depuis ce temps, l'institution n'a cessé de croître et elle compte actuellement 20 succursales qui offrent des services bancaires complets sur six îles importantes, dans l'ensemble des Bahamas.

- L'organisme de réglementation des valeurs mobilières de Chine a accordé à la Banque Scotia le statut d'investisseur institutionnel étranger qualifié, faisant d'elle la première banque canadienne à détenir ce statut. L'organisme de réglementation chinois a également accordé à la Banque un permis qui lui permettra d'offrir des taux d'intérêt, des devises, des produits de base et d'autres produits dérivés aux sociétés et institutions financières nationales et étrangères.

Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux s'est vu décerner pour la troisième année de suite le titre de meilleure banque d'investissement par le magazine *Global Finance*.
- Pour une quatrième fois en quatre ans, un sondage indépendant a attribué le premier rang au Canada à l'équipe des produits dérivés pour la clientèle des grandes entreprises. Nous avons été classés au premier rang pour l'indice de qualité, le taux global de pénétration des marchés, les meilleurs conseils en matière de gestion générale des comptes de bilan et les meilleurs services de courtage.
- Nous avons agi à titre de conseiller financier dans certaines des plus importantes fusions et acquisitions du trimestre, notamment dans les transactions visant Penn West Energy Trust, Fairmont Hotels & Resorts Inc., Sears Holdings Corporation, TOTAL SA et China National Petroleum Corporation.

Employés et ressources humaines

- Pour la troisième année de suite, le magazine *Training* a classé le Groupe Banque Scotia parmi les 100 meilleures institutions dans le monde pour ses programmes de formation. Cette récompense annuelle, convoitée par plus de 500 organisations internationales, reconnaît les sociétés qui se distinguent dans les domaines de l'apprentissage et du perfectionnement.
- Scotiabank Jamaica a récemment obtenu le Innovation Gold Award décerné par la Human Resource Management Association of Jamaica, qui l'a officiellement désignée comme l'organisation qui s'est le plus distinguée par ses meilleures pratiques en matière de ressources humaines dans ce pays. Cette récompense de prestige est présentée à la société qui, au cours des cinq dernières années, s'est montrée la plus innovatrice dans ses programmes, pratiques ou politiques dans le domaine des ressources humaines.

Engagement dans la collectivité

- Le 1^{er} février, le club de football Argonauts de Toronto a lancé sa campagne *Stop the Violence* à la Scotia Plaza, en réponse à la montée, dans cette ville, de la violence exercée par les gangs de rue armés. La Banque Scotia a versé une somme de 25 000 \$ pour cette initiative qui a pour but de sensibiliser, encadrer et éduquer les jeunes à risque.
- L'Association canadienne du diabète exploite 12 camps dans l'ensemble du pays, qui accueillent chaque année quelque 1 400 jeunes atteints du diabète. Les camps offrent de la formation et du soutien aux enfants. Le personnel se compose de professionnels de la santé qualifiés, en mesure de rassurer les parents. La Banque Scotia est fière d'être le principal commanditaire du programme de camping national 2006-2007, dans le cadre duquel elle s'est engagée à verser un don de 75 000 \$.

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act*. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme «croire», «prévoir», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «projeter», «pourrait augmenter» et «pourrait fluctuer» et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; les risques d'exploitation et d'atteinte à la réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les hypothèses et les estimations comptables d'importance critique; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'énergie et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, se reporter à la section du rapport de gestion débutant à la page 59 du Rapport annuel 2005.

La Banque tient à souligner que la liste des facteurs importants énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses valeurs mobilières, les investisseurs et les autres personnes devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique «Perspectives» contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Résultats financiers et situation financière du Groupe

La Banque Scotia a maintenu le dynamisme de ses résultats, affichant un bénéfice net de 1 746 millions de dollars au premier semestre de 2006, comparativement à 1 614 millions de dollars durant le semestre correspondant du précédent exercice. Durant le trimestre, le bénéfice net a progressé de 8 % par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice et de 5 % par rapport au trimestre précédent pour atteindre 894 millions de dollars. Le bénéfice dilué par action a atteint 0,89 \$ au deuxième trimestre, en hausse de 10 % et de 6 % respectivement par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice et au dernier trimestre.

La vigueur de la croissance des Opérations internationales de même que les augmentations soutenues au sein de Scotia Capitaux et du Réseau canadien ont contribué au raffermissement durant le trimestre du bénéfice net par rapport au précédent exercice, ce qui a permis à la Banque d'afficher des résultats positifs malgré l'incidence négative persistante de la conversion des devises.

La Banque a conclu trois acquisitions durant le trimestre, soit les activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce, les activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group, ainsi que la Banco Sudamericano et la Banco Wiese Sudameris au Pérou. Comme ces acquisitions ne se répercutent pas sur la totalité du trimestre, leur apport aux résultats devrait être plus solide au cours des prochains trimestres.

Revenu total

Le revenu total (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 2 830 millions de dollars durant le trimestre, en hausse de 5 %, par rapport à 2 688 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Compte non tenu des incidences de la conversion des devises et des récentes acquisitions, le revenu total a progressé de 6 %. Cette progression résulte de l'augmentation du revenu d'intérêts net, en raison principalement de la croissance solide des actifs des clients et de l'augmentation généralisée des autres revenus.

Le revenu total est conforme à celui du dernier trimestre, malgré le recul des revenus de négociation qui avaient atteint des niveaux records au premier trimestre et en raison du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Le revenu cumulatif annuel a progressé de 358 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice pour atteindre 5 660 millions de dollars.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) a atteint 1 644 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 6 % par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice et de 39 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au dernier trimestre.

La marge nette sur intérêts s'est établie à 1,97 %, comparativement à 2,07 % au trimestre correspondant du précédent exercice, mais elle est demeurée inchangée par rapport au dernier trimestre.

Le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne a crû de 59 millions de dollars, ou de 6 %, pour atteindre 967 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des actifs des particuliers, principalement des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts au titre de la Ligne de crédit Scotia, et du revenu de dividendes. L'incidence favorable du volume a été partiellement neutralisée

par l'effet de la contraction des marges, causée principalement par la hausse des taux d'intérêt et de l'aplatissement de la courbe de rendement.

Sur un trimestre, le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne a progressé de 9 millions de dollars, ou de 1 %, en raison surtout du revenu de dividendes plus élevé. L'incidence positive des volumes de prêts accrus a été neutralisée par le fait que le présent trimestre comptait trois jours de moins.

Le revenu d'intérêts net en devises a augmenté de 34 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison en partie de l'apport des récentes acquisitions. Le Mexique a aussi nettement contribué à cette augmentation sur un an, sous l'effet de la croissance marquée des prêts aux entreprises et aux particuliers et des écarts plus élevés. Les volumes ont augmenté dans un grand nombre de pays des Antilles et de l'Amérique centrale, notamment Trinité-et-Tobago, les Bahamas, le Salvador et la République dominicaine. Cette croissance a été partiellement contrebalancée par les revenus sur titres moindres durant le trimestre et l'incidence négative de la conversion des devises.

Le revenu d'intérêts net en devises a augmenté de 31 millions de dollars, ou de 5 %, sur un trimestre, surtout par suite des acquisitions récentes. Les résultats ont également bénéficié de l'augmentation des revenus sur titres résultant de l'acquisition des titres adossés à des actifs dans le cadre d'un portefeuille de comptes clients de financement automobile aux particuliers aux États-Unis.

Depuis le début de l'exercice, le revenu d'intérêts net total a progressé de 194 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice pour atteindre 3 249 millions de dollars.

Autres revenus

Les autres revenus ont atteint 1 186 millions de dollars durant le trimestre, ce qui représente une amélioration de 50 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus tirés des opérations bancaires aux particuliers et de gestion de patrimoine ont augmenté par suite de la hausse des activités des clients. De même, les revenus de négociation ont affiché des gains s'expliquant par les conditions favorables persistantes sur le marché et par le volume élevé d'activités des clients. Cette croissance des revenus a été partiellement neutralisée par des gains nets moindres au titre des valeurs mobilières détenues à des fins de placement, puisque le deuxième trimestre du dernier exercice comportait un gain supérieur découlant de la vente d'une grande partie de la participation de la Banque dans la Shinsei Bank au Japon. Le recul des revenus de titrisation découle principalement de la réduction des écarts.

Les autres revenus ont reculé de 39 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au dernier trimestre. Bien que les commissions de courtage de détail, les commissions de prise ferme et les gains nets sur les valeurs mobilières détenues à des fins de placement aient augmenté, ce résultat a été plus que neutralisé par la baisse des revenus de négociation par rapport aux niveaux records affichés au premier trimestre.

Depuis le début de l'exercice, les autres revenus ont progressé de 164 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour atteindre 2 411 millions de dollars. Bien que l'apport des acquisitions récentes aux autres revenus ait été positif, celui-ci a été plus que

contrebalancé par l'incidence négative de la conversion des devises. Néanmoins, la plupart des catégories de revenus reflètent la croissance, à l'exception des services de banque d'investissement, des commissions de crédit et des revenus de titrisation.

Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables a totalisé 35 millions de dollars durant le trimestre, ce qui est comparable à la somme inscrite au trimestre correspondant du dernier exercice, mais inférieur à la provision de 75 millions de dollars du trimestre précédent. La provision générale est demeurée inchangée au cours du trimestre. Scotia Capitaux a continué de profiter des recouvrements et les Opérations internationales ont affiché des provisions peu élevées, tandis que le portefeuille de prêts aux entreprises du Réseau canadien comportait des provisions accrues. Des renseignements plus détaillés sur le risque lié au crédit figurent plus loin.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Le ratio de productivité, qui mesure l'efficacité opérationnelle de la Banque, continue de refléter l'approche rigoureuse de la Banque à l'égard de la gestion des dépenses. Le ratio s'est établi à 55,3 % durant le trimestre, ce qui est conforme à ceux de 55,4 % et de 55,2 % affichés au deuxième trimestre du dernier exercice et au premier trimestre respectivement.

Les frais autres que d'intérêts ont été portés à 1 565 millions de dollars, en hausse de 75 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice. Compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises et des récentes acquisitions, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 55 millions de dollars ou de 4 %. La croissance sur un an des frais autres que d'intérêts a permis de soutenir les activités commerciales et est attribuable dans une large mesure à l'augmentation des salaires, des avantages sociaux des employés et des coûts de la technologie, laquelle a été partiellement contrebalancée par des provisions pour honoraires juridiques et des impôts sur le capital moindres.

Les frais autres que d'intérêts étaient conformes à ceux du dernier trimestre. L'augmentation des frais associés à la technologie et aux communications de même qu'au développement des affaires, surtout au Canada et aux Antilles, a été compensée par des provisions pour honoraires juridiques et des impôts sur le capital moindres. Les frais liés aux salaires et aux avantages sociaux dans leur ensemble sont relativement conformes à ceux du premier trimestre. Il y a eu une réduction de la rémunération à base d'actions, imputable à l'appréciation moindre du cours des actions de la Banque durant le trimestre, et une constatation accélérée des coûts liés aux récents retraités au précédent trimestre. Cette réduction a été neutralisée par l'augmentation de la rémunération liée au rendement, surtout à Scotiabank Mexico, et d'autres coûts relatifs aux avantages sociaux des employés.

Les frais autres que d'intérêts depuis le début de l'exercice se sont élevés à 3 127 millions de dollars, en hausse de 180 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison des acquisitions et des initiatives continues de croissance des activités.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition effectif de 17,9 % du deuxième trimestre était inférieur à ceux du deuxième trimestre du précédent exercice et du dernier trimestre qui étaient respectivement de 21,2 % et de 20,5 %. Le taux d'imposition effectif a diminué sur

un an, en raison avant tout des bénéfices accrus des filiales situées sur des territoires où le taux d'imposition est moindre. De même, les résultats du deuxième trimestre du dernier exercice comportaient une charge au titre de la perte de valeur de l'actif d'impôts futurs de Scotiabank Mexico à la suite de l'annonce de la réduction des taux d'imposition sur les bénéfices mexicains.

La combinaison des bénéfices accrus provenant des filiales étrangères, de certains gains sur titres et des revenus de dividendes, tous imposés à des taux moindres, et d'un plus grand nombre d'opérations de financement présentant des avantages fiscaux s'est traduite par un taux d'imposition effectif moindre durant le présent trimestre par rapport au précédent.

Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition effectif s'est établi à 19,2 %, par rapport à 20,6 % pour le trimestre correspondant du précédent exercice.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 59 à 70 du Rapport annuel 2005.

Risque lié au crédit

La qualité du crédit a été stable durant le trimestre. La provision pour créances irrécouvrables a totalisé 35 millions de dollars durant le trimestre, ce qui est conforme au résultat du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais inférieur au montant de 75 millions de dollars inscrit au premier trimestre. La progression sur un trimestre est imputable aux recouvrements accrus au sein de Scotia Capitaux et aux provisions moindres afférentes aux activités internationales, partiellement compensées par des provisions accrues pour les prêts aux entreprises au Canada.

Scotia Capitaux n'a inscrit aucune nouvelle provision, mais elle a effectué des recouvrements de 54 millions de dollars au deuxième trimestre par rapport à un recouvrement net de 57 millions de dollars au trimestre correspondant du précédent exercice et de 16 millions de dollars au dernier trimestre, étant donné que les conditions favorables du crédit ont continué de prévaloir au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Les créances irrécouvrables de 88 millions de dollars dans les portefeuilles du Réseau canadien étaient supérieures à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent et du dernier trimestre, lesquelles s'élevaient respectivement à 66 millions de dollars et à 64 millions de dollars. La hausse du trimestre découle principalement du portefeuille de prêts aux entreprises, et plus précisément de deux comptes. Les provisions constituées pour les prêts aux particuliers étaient conformes à celles des trimestres correspondants.

La provision pour créances irrécouvrables afférente aux Opérations internationales s'est établie à 1 million de dollars au deuxième trimestre, soit un montant inférieur à ceux de 26 millions de dollars et de 27 millions de dollars affichés au trimestre correspondant du précédent exercice et au dernier trimestre respectivement. Le recul par rapport au premier trimestre résulte principalement de la provision considérable inscrite en Asie au dernier trimestre et des reprises accrues sur provisions dans les Antilles et en Amérique centrale durant le trimestre.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour créances irrécouvrables, a totalisé 579 millions de dollars au 30 avril 2006, soit un recul de 80 millions de dollars par rapport au précédent trimestre. De plus, la Banque avait une provision générale pour créances

irrecouvrables de 1 330 millions de dollars au 30 avril 2006, ce qui se compare à celle du premier trimestre.

Les secteurs des produits forestiers et de l'automobile demeurent sous étroite surveillance en raison des difficultés qu'ils éprouvent. La Banque gère activement ses risques et son exposition à ces deux secteurs.

Risque de marché

La valeur à risque («VAR») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au deuxième trimestre, la VAR moyenne sur un jour s'est établie à 8,0 millions de dollars, comparativement à 6,8 millions de dollars au trimestre correspondant du précédent exercice. Cette variation résulte de l'exposition accrue aux actions, au change et aux produits de base. La VAR moyenne sur un jour a quelque peu diminué par rapport au trimestre précédent, l'exposition accrue aux produits de base ayant été neutralisée par le recul des expositions aux taux d'intérêt et aux actions.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005
Taux d'intérêt	4,5 \$	5,5 \$	5,4 \$
Actions	5,4	5,6	4,2
Change	1,9	1,8	1,1
Produits de base	1,4	0,7	0,4
Diversification	(5,2)	(5,5)	(4,3)
VAR à l'échelle de la Banque	8,0 \$	8,1 \$	6,8 \$

Il y a eu huit journées de pertes de négociation durant le deuxième trimestre, comparativement à quatre journées au trimestre précédent. Ces pertes se sont situées dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque de liquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 30 avril 2006, les actifs liquides s'élevaient à 96 milliards de dollars, soit 27 % du total de l'actif, comparativement à 87 milliards de dollars au 31 janvier 2006. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 73 % ainsi que d'espèces et de dépôts à d'autres banques à hauteur de 27 %. Ces données sont demeurées inchangées par rapport au trimestre précédent. La hausse sur un trimestre des actifs liquides est principalement attribuable aux soldes plus élevés des titres de créance.

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres en vertu d'ententes de rachat. Au 30 avril 2006, l'actif total donné en nantissement ou vendu dans le cadre d'ententes de rachat s'établissait à 60 milliards de dollars, comparativement à 51 milliards de dollars au 31 janvier 2006. L'augmentation d'un trimestre à l'autre est attribuable à des niveaux plus élevés de garanties pour des activités d'emprunt et de prêt de titres ainsi qu'à des niveaux plus élevés de titres vendus dans le cadre d'ententes de rachat.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 75 et 116 du Rapport annuel 2005, sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Le total de l'actif de la Banque s'élevait à 357 milliards de dollars au 30 avril 2006, soit une hausse considérable de 43 milliards de dollars, ou de 14 %, par rapport au 31 octobre 2005 ou de 50 milliards de dollars, compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises. Cette croissance s'est principalement produite au deuxième trimestre.

Le portefeuille de prêts de la Banque a progressé de 18 milliards de dollars, compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises de 3 milliards de dollars. Les prêts hypothécaires à l'habitation consentis au Canada ont dominé cette croissance, progressant de 7 milliards de dollars, exclusion faite de l'effet de titrisation de 2 milliards de dollars. Cette croissance comprend les activités de crédit hypothécaire des deux acquisitions récentes au Canada dont l'apport s'est élevé à 3 milliards de dollars. À l'échelle internationale, les prêts aux particuliers et aux entreprises ont progressé de 5 milliards de dollars, dont un montant de 3 milliards de dollars au titre de l'achat de deux banques péruviennes. De plus, les prêts et acceptations de Scotia Capitaux ont augmenté de 2 milliards de dollars, surtout au Canada et aux États-Unis; la hausse a été atténuée en partie par les baisses enregistrées en Europe.

Le portefeuille de valeurs mobilières de la Banque a augmenté de 17 milliards de dollars, compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises. Les valeurs détenues aux fins de placement se sont appréciées de 7 milliards de dollars sous l'effet principalement des opérations de financement avec les clients, notamment les achats de titres adossés à des actifs structurés avec une grande société cliente. Les valeurs détenues aux fins de négociation ont progressé de 10 milliards de dollars, surtout à Scotia Capitaux en vue d'appuyer les opérations des clients et les activités de négociation. Au 30 avril 2006, l'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable des valeurs détenues aux fins de placement de la Banque s'établissait à 895 millions de dollars, en baisse de 195 millions de dollars par rapport au 31 janvier 2006, en raison en partie de la réalisation de gains de 108 millions de dollars au deuxième trimestre de 2006. Le reste de la baisse s'est produit principalement dans les portefeuilles obligataires de la Banque, en raison de la hausse des taux d'intérêt.

Les autres augmentations incluaient les dépôts à d'autres banques qui ont progressé de 5 milliards de dollars et les évaluations à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation qui ont augmenté de 6 milliards de dollars. Dans ce dernier cas, la hausse résultait des valeurs marchandes nettement plus élevées des produits dérivés sur taux de change, de l'augmentation des prix des métaux précieux, de même que des opérations structurées durant la période.

Le passif total a augmenté de 43 milliards de dollars pour s'établir à 341 milliards de dollars au 30 avril 2006, contre 298 milliards de dollars au 31 octobre 2005. La hausse de 50 milliards de dollars excluait l'incidence de la conversion des devises. Les dépôts personnels ont augmenté de 8 milliards de

dollars, dont 3 milliards de dollars étaient liés aux acquisitions récentes, tandis que le reste résultait essentiellement de la croissance particulièrement solide des dépôts à terme en dollars canadiens. Les dépôts non personnels et les obligations de rachat ont augmenté de 27 milliards de dollars et de 5 milliards de dollars respectivement, dans le but principalement de financer dans les deux cas la croissance des actifs de la Banque.

Gestion du capital

Les coefficients de capital de la Banque demeurent solides et lui permettent de saisir les occasions de croissance qui se présentent.

Le coefficient du capital de catégorie 1 s'est établi à 10,2 % durant le trimestre, contre 10,8 % au précédent trimestre, par suite du placement du capital de la Banque dans des acquisitions et la croissance de l'actif afin de favoriser l'augmentation des revenus. Il y a eu une augmentation des actifs pondérés en fonction du risque résultant des acquisitions réalisées pendant le trimestre et de la croissance des activités sous-jacentes de Scotia Capitaux, du Réseau canadien et des Opérations internationales.

Le coefficient du capital-actions ordinaire corporel, qui représente le capital-actions ordinaire moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque, est demeuré solide. Ce coefficient s'établissait à 8,6 % au 30 avril 2006, contre 9,0 % au 31 janvier 2006.

Durant le trimestre, la Banque a acheté 1,9 million d'actions ordinaires au prix moyen de 45,66 \$ dans le cadre d'une offre publique de rachat lancée au premier trimestre de 2006. Ce résultat se compare aux achats de 5,9 millions d'actions au trimestre correspondant du précédent exercice et de 3,7 millions d'actions au dernier trimestre.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent un élément important du bilan et font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 7 dans la section intitulée «Gestion du risque».

Les instruments financiers sont, en règle générale, comptabilisés au coût, à l'exception de ceux détenus aux fins de négociation, qui sont constatés à leur juste valeur estimative. Aucune modification n'a été apportée à la méthode de calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 octobre 2005. Il n'y a pas eu de variations importantes de la juste valeur des instruments financiers qui aient été causées par des facteurs autres que ceux qui sont liés aux conditions normales de l'économie, de l'industrie et du marché.

Au 30 avril 2006, le total des montants notionnels d'instruments dérivés s'établissait à 973 milliards de dollars, comparativement à 886 milliards de dollars au 31 octobre 2005. Cette hausse est surtout attribuable aux contrats sur devises. Le pourcentage d'instruments dérivés détenus aux fins de négociation et d'instruments dérivés détenus à d'autres fins que la négociation ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif est demeuré généralement inchangé. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 17 milliards de dollars, comparativement à 12 milliards de dollars à la fin du précédent exercice.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers. Ces arrangements appartiennent à trois grandes catégories : les entités à détenteurs de droits variables («EDDV»), les garanties et engagements de prêts ainsi que les opérations de titrisation. Durant le trimestre, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cours normal de ses activités. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Durant le trimestre, la Banque n'a conclu avec des EDDV aucun nouvel arrangement important qui n'est pas consolidé dans son bilan.

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen rentable de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé une somme additionnelle de 712 millions de dollars en prêts hypothécaires à l'habitation, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés par la Banque à 7 878 millions de dollars au 30 avril 2006, contre 7 801 millions de dollars au 31 octobre 2005.

L'encours des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 9 % par rapport au 31 octobre 2005. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 52 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2006, comparativement à 57 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dividende par action ordinaire

À l'occasion de sa réunion tenue le 29 mai 2006, le conseil d'administration a approuvé l'augmentation de 3 cents du dividende trimestriel pour le porter à 39 cents par action ordinaire. La Banque continue ainsi de maintenir un excellent dossier de rendement en assurant à ses actionnaires la croissance continue des dividendes. Le dividende trimestriel est payable le 27 juillet 2006 aux actionnaires inscrits le 4 juillet 2006.

Perspectives

Les régions où la Banque exerce ses activités continuent d'afficher une croissance économique solide et une inflation relativement faible, malgré la tendance à la hausse des prix de l'énergie et des frais d'emprunt. Bien que la Chine et l'Inde dominent la croissance à l'échelle mondiale, la conjoncture économique est favorable aux États-Unis, au Mexique et dans de nombreux pays d'Amérique latine, et montre des signes de raffermissement en Europe et au Japon. L'économie canadienne a été soutenue par la vigueur de la demande intérieure et des exportations des produits de base qui ont contribué à atténuer les répercussions de l'appréciation récente du dollar canadien. La croissance pourrait ralentir à l'échelle mondiale au second semestre de l'exercice 2006, surtout si les taux d'intérêt et les prix des produits de base augmentent encore et que le dollar américain demeure sous pression.

Les résultats du premier semestre de 2006 sont presque conformes à nos objectifs de rendement. Même si la Banque continuera d'être mise à rude épreuve par divers facteurs, notamment la vigueur du dollar canadien et les pressions constantes sur les marges nettes sur intérêts, elle prévoit atteindre ses objectifs clés de rendement en 2006.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	884 \$	909 \$	852 \$	1 793 \$	1 742 \$
Provision pour créances irrécouvrables	88	64	66	152	142
Autres revenus	485	472	445	957	892
Frais autres que d'intérêts	845	833	817	1 678	1 601
Provision pour impôts sur le revenu	138	153	134	291	281
Revenu net	298 \$	331 \$	280 \$	629 \$	610 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	1	4	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	296 \$	329 \$	279 \$	625 \$	608 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	27,3 %	30,5 %	28,9 %	28,9 %	31,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	132 \$	130 \$	121 \$	131 \$	121 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestion de patrimoine, a affiché un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 296 millions de dollars au deuxième trimestre, ce qui représente une augmentation de 17 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. D'un trimestre à l'autre, le revenu net a fléchi de 33 millions de dollars, ou de 10 %, du fait que le trimestre comptait moins de jours et en raison du moment où ont été engagés certains coûts. Le taux de rendement des capitaux propres s'est établi à 27 %. Le revenu dégagé par le Réseau canadien représentait 33 % du revenu net total de la Banque. Les acquisitions réalisées pendant le trimestre, soit l'acquisition des activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce et des activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group, n'ont pas eu d'effet sur les résultats du trimestre.

L'actif moyen des activités de détail a progressé de 10 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce à la croissance considérable de 7 milliards de dollars, ou de 10 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, compte non tenu des opérations de titrisation, ainsi qu'à la hausse des lignes de crédit de particuliers de 2 milliards de dollars ou de 11 %. Pour les activités de détail, les dépôts ont augmenté de 6 % en raison principalement d'une augmentation des dépôts à terme. De plus, les dépôts des entreprises ont enregistré une forte hausse de 12 % essentiellement grâce aux comptes courants. D'un trimestre à l'autre, l'actif et les dépôts moyens ont tous deux progressé de 2 %.

Le revenu total a crû de 72 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des volumes et des commissions de Gestion de patrimoine. D'un trimestre à l'autre, le revenu a légèrement fléchi du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Le revenu d'intérêts net s'est accru de 32 millions de dollars, ou de 4 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour s'établir à 884 millions de dollars. La plupart des produits ont poursuivi leur forte croissance au chapitre des volumes, surtout en ce qui a trait aux prêts hypothécaires à l'habitation, aux lignes de crédit, aux dépôts à terme de particuliers et aux comptes courants. Cependant, cette croissance a été en grande partie

atténuée par la diminution des marges sur intérêts attribuable en grande partie à la hausse des taux d'intérêt, à l'aplatissement de la courbe de rendement et au coût relativement plus élevé des dépôts en gros servant à financer la croissance de l'actif net du secteur. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a diminué de 3 % du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

La provision pour créances irrécouvrables a progressé de 22 millions de dollars d'un exercice à l'autre et de 24 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique principalement par des provisions pour deux comptes du portefeuille de prêts aux entreprises. La qualité du crédit du portefeuille des particuliers est demeurée excellente.

Au deuxième trimestre, les autres revenus ont totalisé 485 millions de dollars, en hausse de 40 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Tous les secteurs d'activité ont amélioré leurs résultats, en particulier Gestion de patrimoine qui a affiché une hausse de 14 %. Les revenus de courtage ont augmenté de 12 millions de dollars, ou de 9 %, en raison de la poussée du volume des opérations, et les revenus provenant des fonds communs de placement se sont accrus de 6 millions de dollars, ou de 19 %, en raison des soldes moyens plus élevés. De plus, nous avons observé une augmentation des frais de service et des revenus générés par les cartes. D'un trimestre à l'autre, les autres revenus ont augmenté de 13 millions de dollars ou de 2 %.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à la progression des salaires, en raison principalement des augmentations au mérite et de l'accroissement de la dotation en personnel pour soutenir la croissance des activités, des prestations de retraite et des prestations aux employés, des frais consacrés à la technologie ainsi que des frais d'évaluation et d'acquisition correspondant aux ventes plus importantes dans le secteur des prêts hypothécaires. Cette augmentation a été en partie annulée par une baisse des impôts sur le capital. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 1 % par rapport au dernier trimestre, ce qui s'explique principalement par le moment où ont été engagés les frais.

Opérations internationales

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts nets	542 \$	529 \$	489 \$	1 071 \$	951 \$
Provision pour créances irrécouvrables	1	27	26	28	33
Autres revenus	220	215	174	435	354
Frais autres que d'intérêts	443	452	391	895	779
Provision pour impôts sur le revenu	25	10	42	35	65
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	23	20	17	43	34
Revenu net	270 \$	235 \$	187 \$	505 \$	394 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	1	4	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	268 \$	233 \$	186 \$	501 \$	392 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	26,2 %	22,9 %	21,0 %	24,5 %	22,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	54 \$	52 \$	49 \$	53 \$	49 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Au deuxième trimestre de 2006, le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires a atteint un montant record de 268 millions de dollars, ce qui représente une importante hausse de 82 millions de dollars, ou de 44 %, par rapport à l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence de la conversion des devises, le revenu net sous-jacent a progressé de 96 millions de dollars ou de 52 %.

Comparativement au trimestre précédent, le revenu net a augmenté de 35 millions de dollars, ou de 15 %, et représente maintenant 30 % du revenu net consolidé de la Banque. Les résultats du deuxième trimestre ont été soutenus par des créances irrécouvrables peu élevées et par la comptabilisation des revenus d'environ un mois provenant des acquisitions au Pérou, auxquelles s'ajoute une forte croissance au Mexique et de solides performances continues dans les Antilles et en Amérique centrale. Le taux de rendement des capitaux propres était de 26 %.

Les volumes d'actif moyen ont crû de 5 milliards de dollars, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, ou de 7 milliards de dollars (14 %), sans l'incidence négative de la conversion des devises. Les acquisitions réalisées au Pérou et l'acquisition de Banco de Comercio au Salvador en 2005 représentent respectivement 2 milliards de dollars et 1 milliard de dollars de cette somme. De plus, les prêts aux particuliers sous-jacents ont augmenté de 22 % grâce à une croissance de 38 % des cartes de crédit et de 23 % des prêts hypothécaires.

Le revenu total s'est chiffré à 762 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 99 millions de dollars, ou de 15 %, par rapport à l'exercice précédent et de 18 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au premier trimestre. Compte tenu de la conversion des devises, la croissance sur 12 mois a atteint 144 millions de dollars ou 22 %. Cette hausse est en grande partie attribuable aux revenus provenant du Pérou, de Scotiabank Mexico, des Antilles et de l'Amérique centrale, partiellement en raison de l'acquisition de Banco de Comercio.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 542 millions de dollars durant le trimestre, en hausse de 53 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'incidence négative de la conversion des devises a été atténuée par l'inclusion des acquisitions effectuées au Salvador et au Pérou. La croissance sous-jacente est largement attribuable à l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers dans les Antilles, en Amérique centrale et à Scotiabank Mexico. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net s'est accru de 13 millions de dollars ou de 2 %.

La provision pour créances irrécouvrables a totalisé 1 million de dollars au deuxième trimestre, soit 25 millions de dollars de moins qu'à l'exercice précédent et 26 millions de dollars de moins qu'au dernier trimestre. Une telle provision a été rendue possible grâce à la reprise des provisions constituées pour les prêts aux particuliers et aux entreprises dans les Antilles et en Amérique centrale, ainsi qu'aux faibles provisions constituées dans les autres régions au cours du trimestre. La réduction des provisions d'un trimestre à l'autre est aussi en grande partie attribuable à une importante provision constituée en Asie au dernier trimestre.

Les autres revenus ont totalisé 220 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 46 millions de dollars, ou de 27 %, sur un an et de 5 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. De l'augmentation sur un an, environ la moitié est attribuable aux acquisitions effectuées au Salvador et au Pérou. Le reste de la somme provient de Scotiabank Mexico, par suite des fortes hausses des revenus tirés des cartes de crédit et des autres services aux particuliers, ainsi que de la croissance modeste enregistrée en Jamaïque et au Chili.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 443 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 52 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent, mais en baisse de 9 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au dernier trimestre. Les hausses sur un an s'expliquent principalement par les acquisitions effectuées au Salvador et au Pérou, et par l'augmentation des frais liés à la rémunération au Mexique, en Jamaïque et à Porto Rico, en partie annulée par la conversion des devises. La baisse d'un trimestre à l'autre est largement attribuable à une diminution des frais de litiges et des prestations au cours du trimestre, neutralisée partiellement par des frais supplémentaires résultant de l'inclusion du Pérou et par une augmentation de la rémunération liée au rendement de Scotiabank Mexico, reflétant la consolidation des versements de fin d'année au cours du premier trimestre de 2006.

Le taux d'imposition effectif était de 8 % au deuxième trimestre, comparativement à 17 % à l'exercice précédent et à 4 % au dernier trimestre. La baisse du taux d'imposition par rapport à celui de la même période l'an dernier s'explique principalement par des économies d'impôts plus élevées à Scotiabank Mexico, en partie grâce à une utilisation accrue des reports de pertes en avant par suite de bénéfices plus élevés et au coût fiscal de l'an dernier visant à rajuster la valeur de l'actif d'impôts futurs résultant d'une diminution des taux d'imposition au Mexique.

Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	229 \$	209 \$	230 \$	438 \$	446 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(54)	(16)	(57)	(70)	(66)
Autres revenus	351	411	329	762	666
Frais autres que d'intérêts	253	254	256	507	517
Provision pour impôts sur le revenu	104	122	120	226	173
Revenu net	277 \$	260 \$	240 \$	537 \$	488 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	1	2	1	3	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	276 \$	258 \$	239 \$	534 \$	486 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	35,4 %	32,3 %	31,1 %	33,8 %	30,8 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	128 \$	115 \$	113 \$	121 \$	110 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Scotia Capitaux a déclaré un revenu net record revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 276 millions de dollars, soit une augmentation de 37 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à l'exercice précédent et une hausse de 18 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au premier trimestre. Ce revenu représente 31 % des résultats de l'ensemble de la Banque au cours du trimestre. Le taux de rendement des capitaux propres était de 35 %, ce qui est supérieur aux solides résultats obtenus tout au long de 2005 et du record établi au trimestre précédent.

Comparativement à l'exercice précédent, l'actif moyen total a augmenté de 14 % pour s'établir à 128 milliards de dollars. Il y a eu une augmentation de 9 milliards de dollars des valeurs mobilières dans nos activités de négociation servant à soutenir les activités de la clientèle et celles de négociation. Cet accroissement tient compte également de l'effet de 6 milliards de dollars lié à l'achat aux États-Unis d'un portefeuille de comptes clients de financement automobile aux particuliers. De plus, les prêts et les acceptations aux grandes entreprises se sont accrus de 3 %. Au Canada, les prêts et acceptations aux grandes entreprises ont progressé de 2 milliards de dollars (20 %) par rapport au deuxième trimestre de 2005. Cette hausse a été partiellement atténuée par la réduction des prêts aux États-Unis et en Europe. Par rapport au trimestre précédent, l'accroissement de l'actif total s'explique par l'achat aux États-Unis d'un portefeuille de comptes clients de financement automobile aux particuliers et par la croissance des prêts tant au Canada qu'aux États-Unis. Les valeurs mobilières dans nos activités de négociation ont également augmenté de 5 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le revenu total, qui se chiffre à 580 millions de dollars, s'est accru de 4 % par rapport à l'exercice précédent en raison essentiellement de la croissance du secteur Marchés des capitaux mondiaux. Les opérations sur métaux précieux ont enregistré un trimestre record, tandis que les opérations sur produits dérivés ont affiché leur deuxième meilleur trimestre grâce aux conditions favorables sur le marché. Le revenu a également augmenté à la suite de l'inclusion de Scotia Waterous au deuxième semestre de 2005. Le secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux a vu son revenu fléchir de 6 %, à cause surtout d'un gain réalisé à la vente d'un prêt restructuré au cours de l'exercice précédent. Cette baisse par rapport au premier trimestre est imputable à la diminution des revenus de négociation qui avaient alors atteint des niveaux records, qui a été en partie atténuée par la croissance des revenus provenant des prêts et des services de banque d'investissement.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 229 millions de dollars, ce qui est comparable à celui de l'exercice précédent, mais supérieur de

10 % à celui du premier trimestre. D'un exercice à l'autre, l'effet défavorable de la réduction des volumes de prêts et de la diminution des écarts de crédit a partiellement neutralisé l'augmentation des recouvrements d'intérêts provenant des prêts douteux et la hausse des intérêts provenant des opérations de négociation. L'augmentation d'un trimestre à l'autre s'explique par la hausse des volumes de prêts et des recouvrements d'intérêts provenant des prêts douteux, qui a été en partie atténuée par le rétrécissement des écarts de crédit.

Au cours du trimestre, Scotia Capitaux a continué de profiter de la stabilité du marché du crédit. Elle n'a inscrit aucune nouvelle provision au cours du trimestre, mais a effectué des recouvrements de 54 millions de dollars comparativement à des recouvrements nets de 57 millions de dollars à l'exercice précédent et de 16 millions de dollars au premier trimestre. Les recouvrements nets ont été réalisés, au deuxième trimestre, aux États-Unis et en Europe et, à l'exercice précédent, aux États-Unis principalement. L'amélioration des recouvrements et la diminution continue des prêts douteux résultent de la vigueur globale du marché du crédit et de l'efficacité de l'exécution des stratégies d'arrangement de prêts de la Banque.

Les autres revenus, qui se chiffrent à 351 millions de dollars, sont en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent. Les activités du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont progressé de 20 % par rapport à 2005, ce qui reflète les hausses constatées dans presque tous les secteurs et comprend les revenus records provenant des opérations sur métaux précieux attribuables aux conditions favorables sur le marché. Les autres revenus provenant du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux ont diminué de 9 %, un gain à la vente d'un prêt restructuré ayant été comptabilisé l'exercice précédent. Par rapport au solide premier trimestre, les autres revenus ont fléchi de 15 % à cause essentiellement de la baisse des revenus de négociation de titres, en partie annulée par la hausse des frais de syndications de prêts aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 253 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 1 % par rapport à l'exercice précédent, qui s'explique par la diminution de la rémunération liée au rendement, attribuable principalement aux ajustements des estimations trimestrielles et à la réduction des coûts liés au soutien. Ce recul a été partiellement atténué par l'inclusion de Scotia Waterous, société acquise au second semestre du dernier exercice. Comparativement au trimestre précédent, les frais ont légèrement fléchi, la baisse des salaires et de la rémunération liée au rendement ayant été annulée par la hausse des honoraires professionnels et des coûts liés à la technologie.

Autres¹⁾

(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ²⁾	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(124) \$	(138) \$	(113) \$	(262) \$	(254) \$
Autres revenus	130	127	188	257	335
Frais autres que d'intérêts	24	23	26	47	50
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾	(67)	(60)	(70)	(127)	(91)
Revenu net	49 \$	26 \$	119 \$	75 \$	122 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	1	4	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	47 \$	24 \$	118 \$	71 \$	120 \$
Autres données					
Actif moyen (en milliards de dollars)	29 \$	25 \$	24 \$	27 \$	23 \$

- 1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.
- 2) La Banque, comme certaines autres institutions bancaires, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une base de mise en équivalence fiscale («BMEF»). Cette méthodologie permet de majorer le revenu exempt d'impôt gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la provision pour impôts sur le revenu.
- La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.
- 3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 30 avril 2006 (113 \$), le 31 janvier 2006 (96 \$) et le 30 avril 2005 (94 \$), et des semestres terminés le 30 avril 2006 (209 \$) et le 30 avril 2005 (170 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires s'est établi à 47 millions de dollars au deuxième trimestre, en baisse de 71 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en hausse de 23 millions de dollars par rapport au premier trimestre. La baisse d'un exercice à l'autre s'explique essentiellement par la comptabilisation au dernier exercice de gains plus élevés tirés des valeurs mobilières à la suite principalement de la vente d'une grande partie de la participation de la Banque dans la Shinsei Bank. L'augmentation d'un trimestre à l'autre résulte de la hausse du revenu total.

Le revenu total au deuxième trimestre s'est chiffré à 6 millions de dollars, en baisse de 69 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette situation s'explique par la baisse des gains tirés des valeurs mobilières liés à Shinsei. Le revenu total a augmenté de 17 millions de dollars par

rapport au trimestre précédent, car la hausse des gains tirés des valeurs mobilières a été en partie neutralisée par la baisse des revenus générés par les activités de titrisation.

Le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt. Ce montant est compris dans les résultats des unités d'exploitation, lesquels se présentent selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination est quelque peu élevée pour le trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au premier trimestre, en raison de la hausse du revenu de dividendes exempt d'impôt.

Les frais autres que d'intérêts sont comparables à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et du premier trimestre.

Total

(non vérifié) (en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	1 531 \$	1 509 \$	1 458 \$	3 040 \$	2 885 \$
Provision pour créances irrécouvrables	35	75	35	110	109
Autres revenus	1 186	1 225	1 136	2 411	2 247
Frais autres que d'intérêts	1 565	1 562	1 490	3 127	2 947
Provision pour impôts sur le revenu	200	225	226	425	428
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	23	20	17	43	34
Revenu net	894 \$	852 \$	826 \$	1 746 \$	1 614 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	7	8	4	15	8
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	887 \$	844 \$	822 \$	1 731 \$	1 606 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	23,2 %	21,6 %	22,3 %	22,3 %	21,6 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	343 \$	322 \$	307 \$	332 \$	303 \$

- 1) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque répartit les capitaux propres entre les secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte des risques de crédit, de marché et d'exploitation propres à chacun d'eux. Le rendement des capitaux propres est calculé en fonction du capital économique attribué à chaque secteur d'activité. Le capital économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à celui des autres institutions financières.

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres terminés les							
	30 avril 2006	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juillet 2004
Revenu total (<i>en millions de dollars</i>)	2 717 \$	2 734 \$	2 660 \$	2 608 \$	2 594 \$	2 538 \$	2 384 \$	2 464 \$
Revenu total (BMEF ¹⁾) (<i>en millions de dollars</i>)	2 830	2 830	2 735	2 689	2 688	2 614	2 457	2 532
Revenu net (<i>en millions de dollars</i>)	894	852	811	784	826	788	705	731
Bénéfice de base par action (<i>en dollars</i>)	0,90	0,85	0,81	0,78	0,82	0,78	0,70	0,72
Bénéfice dilué par action (<i>en dollars</i>)	0,89	0,84	0,80	0,77	0,81	0,77	0,69	0,71

1) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale («BMEF»), se reporter aux notes 2 et 3 à la page 13.

Information sur les actions

	Au 30 avril 2006
(<i>en milliers d'actions en circulation</i>)	
Actions ordinaires	987 742¹⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000²⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000³⁾
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de Placement Hypothécaire Scotia	250⁴⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500⁵⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750⁵⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750⁵⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options d'achat d'actions ordinaires	36 085⁶⁾

1) Au 19 mai 2006, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours s'élevaient respectivement à 987 832 et à 35 968. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Déclarés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

5) Déclarés dans les dépôts au bilan consolidé.

6) Comprend 16 436 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions («composante DPV»).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 15 des états financiers consolidés du 31 octobre 2005 publiés dans le Rapport annuel 2005, et à la note 3 figurant à la page 20 du présent rapport.

Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Les principales conventions comptables qui ont servi à établir les présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de 2005 (se reporter à la note 1 pour les états de fin d'exercice).

Le détail sur les importants changements à venir de conventions comptables touchant la Banque est présenté à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2005.

État consolidé des revenus

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 902 \$	2 813 \$	2 417 \$	5 715 \$	4 816 \$
Valeurs mobilières	998	897	797	1 895	1 496
Dépôts à d'autres banques	210	184	151	394	287
	4 110	3 894	3 365	8 004	6 599
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 942	1 790	1 384	3 732	2 714
Débiteures subordonnées	31	35	33	66	66
Obligation au titre des instruments de capitaux propres	13	13	14	26	27
Autres	593	547	476	1 140	907
	2 579	2 385	1 907	4 964	3 714
Revenu d'intérêts net	1 531	1 509	1 458	3 040	2 885
Provision pour créances irrécouvrables (note 5)	35	75	35	110	109
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 496	1 434	1 423	2 930	2 776
Autres revenus					
Revenus de cartes	71	75	56	146	118
Services de dépôt et de paiement	183	189	168	372	336
Fonds communs de placement	60	58	47	118	91
Services de gestion de placements, de courtage et de fiducie	175	161	156	336	298
Commissions de crédit	132	131	135	263	271
Revenus de négociation	157	243	125	400	335
Services de banque d'investissement	162	155	167	317	347
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	108	94	134	202	196
Revenus de titrisation	8	13	20	21	39
Autres	130	106	128	236	216
	1 186	1 225	1 136	2 411	2 247
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 682	2 659	2 559	5 341	5 023
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	928	934	883	1 862	1 753
Frais de locaux et de technologie	298	281	285	579	558
Communications	67	64	63	131	123
Publicité et développement des affaires	53	47	50	100	93
Honoraires	38	32	45	70	87
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	23	37	42	60	79
Autres frais	158	167	122	325	254
	1 565	1 562	1 490	3 127	2 947
Revenu avant les éléments ci-dessous	1 117	1 097	1 069	2 214	2 076
Provision pour impôts sur le revenu	200	225	226	425	428
Quote-part du revenu net des filiales revenant aux actionnaires sans contrôle	23	20	17	43	34
Revenu net	894 \$	852 \$	826 \$	1 746 \$	1 614 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	7	8	4	15	8
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	887 \$	844 \$	822 \$	1 731 \$	1 606 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>) :					
De base	988	989	996	989	1 001
Dilué	1 001	1 002	1 011	1 002	1 016
Revenu net par action ordinaire¹⁾ (<i>en dollars</i>) :					
De base	0,90 \$	0,85 \$	0,82 \$	1,75 \$	1,60 \$
Dilué	0,89 \$	0,84 \$	0,81 \$	1,73 \$	1,58 \$
Dividendes par action ordinaire (<i>en dollars</i>)	0,36 \$	0,36 \$	0,32 \$	0,72 \$	0,64 \$

1) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

	Aux			
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	30 avril 2005
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>				
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	2 055 \$	2 244 \$	2 501 \$	2 137 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	19 592	18 125	15 182	15 954
Métaux précieux	4 020	3 571	2 822	2 403
	25 667	23 940	20 505	20 494
Valeurs mobilières				
Placement	29 758	26 140	23 452	22 781
Négociation	58 417	51 873	50 007	50 164
	88 175	78 013	73 459	72 945
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	81 575	77 042	75 520	70 848
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	36 857	35 331	34 695	34 403
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	67 407	62 608	62 681	62 174
Valeurs mobilières acquises aux termes d'ententes de revente	22 208	20 058	20 578	20 748
	208 047	195 039	193 474	188 173
Provision pour créances irrécouvrables (note 5)	2 706	2 434	2 469	2 591
	205 341	192 605	191 005	185 582
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 104	8 147	7 576	7 194
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	16 685	12 926	11 622	12 884
Terrains, bâtiments et matériel	2 178	1 926	1 934	1 904
Écart d'acquisition	639	497	498	292
Autres actifs incorporels	269	226	235	226
Autres éléments d'actif	8 921	6 671	7 191	7 569
	37 796	30 393	29 056	30 069
	356 979 \$	324 951 \$	314 025 \$	309 090 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	90 718 \$	86 289 \$	83 953 \$	82 527 \$
Entreprises et administrations publiques	124 363	113 652	109 389	107 071
Banques	32 567	27 606	24 103	25 184
	247 648	227 547	217 445	214 782
Autres				
Acceptations	9 104	8 147	7 576	7 194
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues aux termes d'ententes de rachat	29 960	24 902	26 032	25 164
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	10 961	10 513	11 250	8 542
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	15 746	13 639	11 193	11 445
Autres engagements	23 741	20 369	20 794	22 346
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	387	310	306	290
	89 899	77 880	77 151	74 981
Débiteures subordonnées	2 268	2 578	2 597	2 633
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	750	750	750	750
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	600	600	600	600
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 363	3 339	3 317	3 242
Bénéfices non répartis	14 909	14 458	14 126	13 517
Gains (pertes) sur l'écart de conversion cumulatif	(2 458)	(2 201)	(1 961)	(1 415)
	16 414	16 196	16 082	15 944
	356 979 \$	324 951 \$	314 025 \$	309 090 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour les semestres
terminés les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2006	30 avril 2005
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	600 \$	300 \$
Émission d'actions	–	300
Solde à la fin de la période	600	600
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 316	3 228
Émission d'actions	65	73
Rachats aux fins d'annulation	(19)	(60)
Solde à la fin de la période	3 362	3 241
Surplus d'apport : juste valeur des options d'achat d'actions	1	1
Total	3 363	3 242
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	14 126	13 239
Revenu net	1 746	1 614
Dividendes : Actions privilégiées	(15)	(8)
Actions ordinaires	(712)	(640)
Achat d'actions	(236)	(681)
Autres	–	(7)
Solde à la fin de la période	14 909	13 517
Gains (pertes) sur l'écart de conversion cumulatif		
Solde au début de la période	(1 961)	(1 783)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net ¹⁾	(497)	368
Solde à la fin de la période	(2 458)	(1 415)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	16 414 \$	15 944 \$

1) Comprend le montant net des gains (pertes) de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes de (775)\$ (624 \$ au 30 avril 2005) et des gains (pertes) découlant des activités de couverture de change connexes de 278 \$ ((256)\$ au 30 avril 2005).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	894 \$	826 \$	1 746 \$	1 614 \$
Rajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	(38)	52	(81)	62
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	37	3	(60)	21
Valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	(7 165)	(3 156)	(9 331)	(6 314)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(1 606)	(899)	(493)	(1 239)
Autres, montant net	(314)	(361)	(1 556)	667
	(8 192)	(3 535)	(9 775)	(5 189)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	17 204	6 719	30 096	14 839
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues aux termes d'ententes de rachat	5 825	(15)	5 001	4 902
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	444	1 078	(230)	927
Rachats/remboursements de débiteures subordonnées	(300)	–	(300)	–
Capital-actions émis	28	326	56	366
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	(87)	(236)	(255)	(741)
Dividendes versés en espèces	(363)	(322)	(727)	(648)
Autres, montant net	453	122	896	327
	23 204	7 672	34 537	19 972
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(700)	34	(4 082)	(2 426)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(9 806)	(4 624)	(13 863)	(12 192)
Titrisations de prêts	698	638	1 132	1 227
Valeurs mobilières détenues aux fins de placement, montant net	(3 552)	3	(6 466)	(1 141)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(54)	(4)	(102)	(62)
Autres, montant net ¹⁾	(1 759)	(24)	(1 759)	(24)
	(15 173)	(3 977)	(25 140)	(14 618)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(28)	16	(68)	51
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(189)	176	(446)	216
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 244	1 961	2 501	1 921
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 055 \$	2 137 \$	2 055 \$	2 137 \$
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	2 422 \$	1 927 \$	4 749 \$	3 719 \$
Impôts sur le revenu	293 \$	226 \$	567 \$	465 \$

1) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2006, comprend des investissements dans des filiales et l'acquisition d'immobilisations relativement à ces investissements, déduction faite des espèces et des quasi-espèces à la date de l'acquisition, de 137 \$ (néant au 30 avril 2005).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires *(non vérifié)*

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice. Certains chiffres correspondants ont été reclassés conformément à la présentation de la période écoulée.

1. Futures modifications de conventions comptables

La section qui suit résume les futures modifications de conventions comptables qui auront une incidence sur les états financiers consolidés de la Banque.

Instruments financiers

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA») a publié trois nouvelles normes : «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», «Couvertures» et «Résultat étendu». Ces normes s'appliqueront à la Banque le 1^{er} novembre 2006 et comportent les exigences suivantes :

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Tous les actifs et passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui seront comptabilisés au coût après amortissement, sauf s'ils sont considérés comme étant détenus aux fins de négociation lors de leur constatation initiale : prêts et créances, certains titres et passifs financiers non détenus aux fins de négociation. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus aux fins de négociation continueront d'être inscrits à l'état consolidé des revenus. Les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers destinés à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, seront inscrits à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé détenu aux fins de couverture sera déduite à l'état consolidé des revenus de la variation de la juste valeur de l'élément couvert liée au risque couvert. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un dérivé, dans la mesure où il est efficace, sera inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif ou le passif couvert influe sur l'état consolidé des revenus et, à ce moment-là, la variation connexe de la juste valeur du dérivé sera également inscrite à l'état consolidé des revenus. Toute inefficacité d'une couverture sera constatée dans l'état consolidé des revenus.

Résultat étendu

Les gains et pertes non réalisés sur des actifs financiers qui seront destinés à la vente, les gains ou pertes de change non réalisés découlant des activités d'établissements étrangers autonomes et les variations de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie seront inscrits dans un état des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient constatés à l'état consolidé des revenus. Les autres éléments du résultat étendu feront partie de l'avoir des actionnaires.

L'incidence de la mise en œuvre de ces nouvelles normes ne peut pas encore être déterminée car elle dépend des positions non réglées et des stratégies de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de la transition.

2. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier.

La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité paraissant précédemment aux pages 10 à 13.

3. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2006, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2007 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la première de ces deux dates. Au cours du deuxième trimestre, la Banque a acheté

1,9 million d'actions ordinaires au coût moyen de 45,66 \$ l'action. Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2006, 5,6 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen de 45,80 \$ l'action.

Le 8 février 2006, la Banque a racheté la totalité de ses débiteures subordonnées d'un montant de 300 millions de dollars portant intérêt à un taux de 7,4 % et venant à échéance en 2011.

4. Cession de prêts par titrisation

La Banque titre des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Le gain net sur la cession de prêts hypothécaires résultant de ces titrisations est constaté au titre des «Revenus de titrisation» dans l'état consolidé des revenus. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
<i>(en millions de dollars)</i>					
Produit net en espèces ¹⁾	698 \$	434 \$	638 \$	1 132 \$	1 227 \$
Droits conservés	22	11	21	33	35
Engagement de service retenu	(6)	(2)	(4)	(8)	(8)
	714	443	655	1 157	1 254
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	712	437	644	1 149	1 232
Gain net sur la cession	2 \$	6 \$	11 \$	8 \$	22 \$

1) *Compte non tenu des prêts hypothécaires assurés, titrisés et conservés par la Banque de 246 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2006 (268 \$ au 31 janvier 2006; 179 \$ au 30 avril 2005) et de 514 \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2006 (704 \$ au 30 avril 2005). Ces actifs sont classés à titre de valeurs mobilières détenues aux fins de placement et leur solde s'élevait à 1 628 \$ au 30 avril 2006.*

5. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente les variations des provisions pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Solde au début de la période	2 445 \$	2 475 \$	2 650 \$	2 475 \$	2 704 \$
Radiations	(120)	(131)	(153)	(251)	(302)
Recouvrements	56	39	48	95	84
Provision pour créances irrécouvrables	35	75	35	110	109
Autres, y compris le redressement de change ¹⁾	301	(13)	19	288	4
Solde à la fin de la période ²⁾³⁾	2 717 \$	2 445 \$	2 599 \$	2 717 \$	2 599 \$

1) Au 30 avril 2006, un montant de 342 \$ lié à l'acquisition de nouvelles filiales (7 \$ au 31 janvier 2006; néant au 30 avril 2005) était inscrit, sous réserve d'un rajustement puisque l'évaluation des éléments d'actif prêts acquis suit son cours.

2) Au 30 avril 2006, un montant de 11 \$ (11 \$ au 31 janvier 2006; 8 \$ au 30 avril 2005) était inscrit au poste «Autres engagements».

3) Au 30 avril 2006, la provision générale pour créances irrécouvrables était de 1 330 \$ (1 330 \$ au 31 janvier 2006; 1 375 \$ au 30 avril 2005).

6. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Charges au titre des prestations					
Régimes de retraite	22 \$	24 \$	24 \$	46 \$	45 \$
Autres régimes	32	31	25	63	52
	54 \$	55 \$	49 \$	109 \$	97 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

7. Acquisitions futures

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a conclu les acquisitions i) des activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce, le 3 février 2006, ii) de Maple Trust Company, le 31 mars 2006, et iii) de deux banques péruviennes, à savoir Banco Wiese Sudameris et Banco Sudamericano, le 9 mars 2006, dans le but de les fusionner et de détenir une participation d'environ 78 % dans l'entité issue de la fusion. Avant cette dernière acquisition, la Banque détenait une participation de 35 % dans Banco Sudamericano.

L'investissement combiné dans ces sociétés s'est chiffré à environ 700 millions de dollars, ce qui comprend les montants investis directement dans les activités acquises. Outre l'acquisition de Maple Trust Company dans le cadre de l'acquisition des activités hypothécaires canadiennes de Maple Financial Group Inc., la Banque a acheté des prêts hypothécaires auprès de ce groupe. La consolidation de ces investissements n'a eu aucune incidence importante sur les résultats financiers consolidés du trimestre à l'étude.

En ce qui a trait aux deux acquisitions canadiennes, l'écart d'acquisition estimatif total s'est élevé à 148 millions de dollars et les autres actifs incorporels de 52 millions de dollars ont été inscrits au bilan consolidé en date du 30 avril 2006. Ces montants pourraient faire l'objet de rajustements lorsque la Banque aura terminé son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

La Banque n'a pas terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de l'acquisition des banques péruviennes. Par conséquent, l'excédent du prix d'acquisition sur la valeur comptable des actifs et des passifs n'a pas été entièrement réparti entre les actifs acquis et les passifs pris en charge dans le bilan consolidé. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels qui en découlent ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2006

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
3 janvier	27 janvier
4 avril	26 avril
4 juillet	27 juillet
3 octobre	27 octobre

Cours du jour de l'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, le cours des actions ordinaires de La Banque de Nouvelle-Écosse a été établi à 31,13 \$ l'action le 22 décembre 1971, jour de l'évaluation, ce qui correspond au cours de 2,594 \$ déterminé à la suite du fractionnement d'actions à raison de deux pour une intervenu en 1976, du fractionnement d'actions à raison de trois pour une intervenu en 1984 et du fractionnement d'actions à raison de deux pour une intervenu en 1998. Le dividende en actions en 2004 n'a pas influé sur le montant du jour de l'évaluation. Les actions reçues dans le cadre du dividende en actions de 2004 ne sont pas incluses dans le bloc d'actions d'avant 1971.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 29 mai 2006 à compter de 15 h 45 H.A.E. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-3911 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien «Relations avec les investisseurs» du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse suivante : investor.relations@scotiabank.com

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 29 mai au 12 juin 2006, au numéro de téléphone 416 640-1917, code 21186784, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements**Investisseurs**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416 866-5982
 Télécopieur : 416 866-7867
 Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416 866-3925
 Télécopieur : 416 866-4988
 Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
 100, avenue University, 9^e étage
 Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
 Téléphone : 1 877 982-8767
 Télécopieur : 1 888 453-0330
 Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
 Computershare Trust Company, Inc.
 350 Indiana Street
 Golden, Colorado 80401 U.S.A.
 Téléphone : 1 800 962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416 866-4790
 Télécopieur : 416 866-4048
 Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.